

Singes sans queue, bébé sans vie et France sans cœur

Madame R, congolaise, est arrivée en France en juillet 2015 pour demander l'asile politique. En toute légalité, la préfecture de Rennes refuse d'examiner sa demande et la menace d'un retour forcé – d'une « *procédure de réadmission* » en langage préfectoral – vers la Hongrie. En effet, son exil forcé a croisé ce *beau* pays dans lequel un simple contrôle policier transforme une prise d'empreintes en demande d'asile sans que la personne concernée ne le sache. Cette simplification du service public de la demande d'asile fait rêver... sauf quand la personne ne veut pas demander l'asile en Hongrie. **C'est le cas de madame R, qui nous a raconté ce qu'elle a vécu en Hongrie avant de rejoindre la France ...**

Madame R est entrée en Europe par la Grèce. Elle a pris la route de la Hongrie où elle a été contrôlée par la police et enfermée quelques jours dans **le camp hongrois de Debrecen**, qui « accueille » plus de 1000 « demandeurs d'asile » (de l'enfermement de masse devrait-on dire...).

Madame R était infirmière dans son pays d'origine. À cause de son exil forcé et des politiques migratoires européennes qui l'ont obligée à contourner les murs et à beaucoup marcher, elle était blessée aux pieds... Une fois arrivée au camp, madame R a demandé une aide médicale. On lui a répondu que, en Hongrie, ça ne marchait pas comme ça et qu'elle n'y avait pas droit. Sans haine, elle nous a expliqué les insultes racistes de la part de la police hongroise. En particulier, elle a mentionné que tous les « africains » étaient appelés des « *singes sans queue* ». Et madame R de demander : « **et c'est vers ce pays que la France – pays de droit – veut me renvoyer ?** ».

Puis madame R a expliqué comment une autre « singe sans queue », enceinte elle, a essuyé le même refus lorsqu'elle a dit aux policiers qu'elle avait très mal au bas ventre suite à sa longue marche et qu'elle avait besoin d'aide médicale. Madame R a essayé de plaider sa cause mais elle a échoué. Dans la nuit, la femme a « accouché ». D'un bébé mort. Au matin, quand les portes du camp ont été ouvertes, elle est allée discrètement enterrer le bébé dans un champ. Et madame R de demander : « **et c'est vers ce pays que la France – pays de droit – veut me renvoyer ?** ».

Enfin, madame R a raconté comment les policiers laissent les centaines de demandeurs d'asile livrés à eux-mêmes dans le camp et n'interviennent pas lorsqu'ils se battent entre eux. Par provocation, un chrétien du camp a piétiné un symbole musulman. Le camp s'est alors enflammé sous les yeux amusés des policiers. Madame R a dû se cacher pour ne pas être emportée par les bagarres. Elle a eu très peur. Et madame R de demander : « **et c'est vers ce pays que la France – pays de droit – veut me renvoyer ?** ».

Quand madame R nous a raconté son périple en Hongrie, avec sa voix claire et calme, pas grand monde ne bronchait. Elle a alors demandé si nous pouvions l'accompagner à la préfecture car, même si elle tenait à respecter la convocation du guichet asile pour la « *mise à exécution d'une procédure de réadmission* » vers la Hongrie, elle avait peur d'être arrêtée. Plusieurs d'entre nous se sont portés volontaires... Elle n'a pas été arrêtée mais le guichet asile lui a redonné une convocation pour une nouvelle « *mise à exécution d'une procédure de réadmission* » vers la Hongrie. Elle est convoquée le 2 mars à 10 h.

Nous l'accompagnerons encore car nous pensons que Madame R a le « droit sans droit » de rester ici, de ne pas être traitée comme une « singe sans queue » en Hongrie. Rejoignez-nous pour nous opposer à cette expulsion et à toutes les autres réadmissions :

**PARCE QUE NOUS LUTTONS POUR LA RÉGULARISATION
ET CONTRE L'EXPULSION DE TOUTES LES PERSONNES SANS-PAPIERS,
PARCE QUE NOUS VOULONS L'ARRET DES PROCÉDURES DE RÉADMISSION,
NON A L'EXPULSION DE MADAME R VERS LA HONGRIE !**

Rassemblement le mercredi 2 mars à 9h30 devant la préfecture !